

Avec PHILIPPE POUTOU

NOS VIES, PAS LEURS PROFITS!



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE

1. En finir avec le chômage, la précarité, les licenciementsPAGE 7
2. Défendre et étendre la Sécurité sociale PAGE 11
3. Des services publics de qualité et gratuitsPAGE 12
4. L'appropriation sociale des secteurs clés de l'économie PAGE 18
5. Pas de réponse aux urgences climatique et écologique.....PAGE 19
sans les moyens de contrôler la production

CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LA RÉPRESSION : L'ÉGALITÉ ET L'ÉMANCIPATION

1. Contre le racisme et l'islamophobie..... PAGE 22
2. En finir avec l'état d'urgence: ni guerre ni état de guerre PAGE 24
3. Droits des femmes PAGE 26
4. Liberté et égalité pour nos désirs..... PAGE 27
5. Les jeunes ont raison de se révolter PAGE 28
6. Handicap PAGE 29

RENFORCER LES SOLIDARITÉS PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

1. Ouverture des frontières! PAGE 30
2. Un projet internationaliste PAGE 31

LA SOCIÉTÉ QUE NOUS VOULONS

1. Leur démocratie et la nôtre PAGE 36
2. Pour un socialisme du 21^e siècle..... PAGE 38

CONCLUSION : REPRENDRE LA RUE, S'ORGANISER

1. C'est dans la rue que ça se passe..... PAGE 40
2. Représentons-nous nous-mêmes!..... PAGE 42



© Photo: Jacques Pellegrin / M10

Cette élection présidentielle semble complètement imprévisible, chaque semaine apporte ses nouveautés. Après avoir sorti Sarkozy et Juppé, François Fillon se retrouve emporté par les affaires de détournement de fonds publics. Après Hollande, c'est Valls qui a dû jeter l'éponge. Le Pen et Macron semblent surfer sur les difficultés des partis dominants, le PS et Les Républicains, mais les magouilles du FN au Parlement européen et le mystère qui entoure le financement de la campagne Macron risquent également de les rattraper. Enfin, Mélenchon, avec le soutien du PCF, mène une campagne autocentrée et aux accents résolument chauvins, semblant tourner le dos à l'histoire du mouvement ouvrier et à l'internationalisme pour se donner une image respectable.

Cette élection donne une impression de fin de règne. Beaucoup de travailleurSES sont dégoûtÉS ou désorientéES. En organisant des primaires, le PS et LR ont tenté de pousser la V^e République à son extrême, en focalisant tous les débats autour de la Présidentielle, et ils se sont retrouvés piégés à leur propre jeu. Les institutions sont à bout de souffle, elles ne parviennent pas à concilier politiques antisociales, racistes et autoritaires, et expression démocratique. Nous sommes devant de nouveaux grands bouleversements, mais on ne sait pas encore si cela produira du positif, en écho aux grandes mobilisations contre la loi travail, ou au contraire une accélération des processus antidémocratiques et antisociaux.

La situation actuelle est en grande partie le résultat du quinquennat catastrophique de Hollande. On croyait avoir

Nous sommes devant de nouveaux grands bouleversements, mais on ne sait pas encore si cela produira du positif (...) ou au contraire une accélération des processus antidémocratiques et antisociaux

tout vu sous Sarkozy, mais force est de constater que le gouvernement Hollande a accéléré brutalement les attaques contre les classes populaires. Les lois Macron et El Khomri visent à augmenter la productivité, à généraliser les formes d'emploi les plus précaires et à donner tous les droits au patronat sur l'organisation du travail. Les aides aux grandes entreprises (comme le CICE) constituent un transfert de richesses des travailleurs vers les plus riches. L'état d'urgence, le recul des libertés démocratiques, le développement de l'islamophobie et la répression contre les migrantEs sont eux aussi à mettre au bilan du gouvernement. L'impunité policière s'est renforcée, ainsi que la répression contre les jeunes, les habitantEs des quartiers populaires et les militantEs du mouvement social. La destruction écologique s'accroît, que ce soit avec l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou la poursuite de l'utilisation du nucléaire.

Nous vivons dans une société où la précarité devient la règle, où salariéEs, jeunes, retraitéEs, chômeurEs... vivent plus difficilement, où jamais l'angoisse du lendemain n'a été aussi présente.

Le seul point qui pourrait sembler positif dans ce bilan est le « mariage pour

toutEs » mais, dans le climat global, les renoncements du gouvernement, notamment sur la PMA, ont contribué à donner confiance aux réactionnaires de la « manif pour tous » et à l'extrême droite catholique. Les promesses de créations de postes dans l'éducation se sont révélées être une arnaque et un écran de fumée pour masquer de nouvelles mesures d'économies ou de flicage des élèves et des enseignantEs.

Ce bilan catastrophique emporte tout sur son passage : l'électorat du PS le rejetait tellement que c'est un « frondeur », Benoît Hamon, qui a été désigné comme candidat. Celui-ci, malgré son passage remarqué dans le gouvernement de Hollande, notamment pour mettre en place la réforme des rythmes scolaires et le renoncement aux créations de postes, tente de faire croire que le PS a changé, mais il aura bien du mal à faire oublier que tous ceux qui ont soutenu les lois Macron, l'état d'urgence, la déchéance de la nationalité, la loi travail, seront bien au cœur des campagnes présidentielle et législative du PS. Les Verts ont rallié Hamon après que ses principales dirigeantes, Emmanuelle Cosse et Cécile Duflo, ont participé aux gouvernements Ayrault et Valls.

Le PCF tente une nouvelle fois de concilier les accords électoraux avec le PS et une critique du quinquennat pour satisfaire son électorat le plus radical, et a décidé de s'en remettre à Mélenchon alors qu'il a pour objectif de casser le PCF en présentant des candidats aux législatives contre lui.

Le fiasco complet des partis de gouvernement, l'absence d'une opposition

à gauche visible et audible ont ouvert la porte à Emmanuel Macron et au Front national. Le premier, banquier d'affaires, promeut le « chacun pour soi » et tente d'effacer le clivage entre les classes sociales. Mais l'indigence de son programme apparaît chaque jour plus évidente.

Avec le développement de la crise du capitalisme et de l'accentuation du racisme et de l'islamophobie, le Front national a le vent en poupe. Ses scores électoraux sont de plus en plus élevés depuis une vingtaine d'années et il a gagné plusieurs municipalités. Dans celles-ci, il montre son vrai visage, en licenciant dans les services publics, en combattant les syndicalistes et le tissu associatif, en développant les discriminations et renforçant la ghettoïsation de certains quartiers.

Le FN se construit sur le désespoir, la faiblesse du mouvement ouvrier, la réduction des repères politiques en termes de classes sociales. Il défend l'idée que pour sortir de la misère sociale, il faudrait

être unis derrière la nation, chasser ou surexploiter les immigréEs, avoir une politique économique isolant du reste du monde. Sauf que dans ce schéma, les travailleurEs se retrouvent encore plus diviséEs face à leurs exploiters.

Le FN prétend défendre les classes populaires et être « antisystème », mais la réalité de son programme est une opposition complète aux intérêts des travailleurs. Il s'oppose d'ailleurs à l'augmentation du SMIC, il est favorable aux cadeaux aux patrons (diminution des cotisations sociales...), s'oppose à la Sécurité sociale, aux services publics... Ce parti est une menace contre les syndicats, les libertés, les immigréEs, droits des femmes et des LGBTI.

D'ailleurs, on peut constater que la direction du FN est celle de la famille milliardaire Le Pen, que les dirigeants du FN se gavent de subventions, d'emplois fictifs... Ils sont pour une grande partie d'entre eux originaires de la droite « classique » et ont été attirés au FN par l'appât des postes d'élus.



© Photothèque Rouge / JMB

À l'opposé de cette logique, nous croyons que l'émancipation des classes populaires passera par la plus grande solidarité, l'unité entre ceux qui sont actuellement divisés

Aux États-Unis avec la victoire de Trump comme ici avec le danger que représentent Le Pen mais aussi le programme ultra réactionnaire de Fillon, on voit que le pire est toujours possible. À l'opposé de cette logique, nous croyons que l'émancipation des classes populaires passera par la plus grande solidarité, l'unité entre ceux qui sont actuellement divisés (les travailleuses et les travailleurs quelle que soit leur nationalité). L'unité nationale n'a aucune raison d'être. Nous n'avons pas les mêmes intérêts que la bourgeoisie.

Contre la droite et le Front national, nous défendons l'unité la plus large de toutes les organisations, les courants du mouvement ouvrier. Cependant pour arrêter complètement le FN et ses idées, qui se répandent en réalité à l'intérieur de nombreux partis, il faudra en passer par la destruction des raisons de sa progression : la crise du système, les plans d'austérité, les licenciements, le chômage, la misère, etc.

Pour cela, nous défendons un programme de rupture avec le capitalisme, que nous présentons dans cette brochure. Mais nous voulons aussi nous appuyer sur les mobilisations, sur la colère qui s'est exprimée contre cette société pendant

les derniers mois. Car le quinquennat de Hollande a été aussi marqué par des résistances : la mobilisation contre la loi travail, avec les grèves, les manifestations et Nuit debout, les salariéEs mobilisés contre les licenciements et la répression, chez Air France, Goodyear et tant d'autres, les mobilisations contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou la COP21...

Il y a urgence à ce que ces résistances renversent la vapeur. Il y a urgence à imposer d'autres politiques, qui passent par une rupture avec l'austérité, avec les politiques pro-patronales, avec l'Union européenne, avec le racisme qui gangrène toute la société, avec le productivisme qui accélère la catastrophe climatique.

C'est pour cela que le NPA présente un candidat anticapitaliste, pour la rupture avec ce système. Ce n'est pas un politicien professionnel, un énarque ou un banquier, c'est un ouvrier qui entend apporter une autre voix dans cette campagne. À la différence du candidat des Verts ou d'un Macron, il n'a pas participé au gouvernement Hollande. À la différence de Jean-Luc Mélenchon, il ne fera jamais aucune déclaration défavorable aux migrantEs et ne fera pas croire qu'il suffit de voter pour changer les choses. À la différence de Lutte ouvrière, il défendra la nécessité d'un mouvement unitaire pour engager la résistance à l'exploitation, à la généralisation de la précarité et à toutes les oppressions. À l'opposé des logiques déléгатaires, il défendra l'urgence pour les classes populaires de construire leur propre représentation politique, de ne compter que sur leurs propres forces pour défendre leurs intérêts.

UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE

La candidature de Philippe Poutou développe des mesures radicales pour en finir avec les injustices de cette société. Il n'y a pas de fatalité, il est possible de rompre avec les politiques actuelles et de construire une autre société. Mais pour cela, il faut s'attaquer à la classe dominante et prendre l'argent là où il est, dans un monde où huit personnes possèdent autant que la moitié de l'humanité la plus pauvre.

EN FINIR AVEC LE CHÔMAGE, LA PRÉCARITÉ, LES LICENCIEMENTS

Le chômage a atteint un niveau insupportable. En cinq ans, il a augmenté de plus d'un million de personnes. Fin novembre 2016, 3,4 millions étaient sans aucun emploi et environ deux millions exerçaient une activité réduite, soit au total 5,5 millions de personnes.

Depuis le mois de septembre, les annonces de suppression d'emplois

et de fermetures de sites ont été nombreuses : Areva, STMicroelectronics, General Electric, Vallourec, Servier, Sanofi... Engie, France Télévision, SFR, Alstom, Intel, Philips, Latécoère, Airbus... Qu'elles prennent la forme de plans de départs « volontaires » ou de licenciements, ces suppressions d'emplois laisseront des dizaines de milliers de salariéEs sur le carreau.

Pendant que les salariés subissent les licenciements, le chantage à l'emploi, des dividendes sont versés massivement à quelques actionnaires

La vague de suppressions de postes dans le secteur public se poursuit. Les conditions de travail à La Poste, dans les hôpitaux, à la SNCF... deviennent intenable tandis que le service rendu aux usagers – quand la privatisation n'est pas encore passée par là – se dégrade.

Pour celles et ceux qui ont encore la chance d'avoir un emploi, il est de plus en plus souvent précaire : stages, contrats courts, intérim, apprentissage sont le lot de 3,3 millions de salariéEs, tandis qu'1,5 million sont contraints au travail à temps partiel. Les femmes et les jeunes en sont les premières victimes. À ces formes de précarité bien connues s'ajoute l'explosion des emplois d'auto-entrepreneurs, un million de personnes aujourd'hui. Faux indépendants mais vrais exploités, ces travailleurs n'ont en effet pas le droit aux congés payés, bénéficient d'une protection sociale réduite et doivent se contenter de rémunérations souvent inférieures au SMIC.

Enfin, beaucoup de salariéEs perdent leur vie à la gagner. Départs à la retraite repoussés pour éviter de partir avec une pension de misère, rythmes de vie brisés par le développement du travail du dimanche et du travail de nuit, conditions de travail



qui se dégradent à mesure que les effectifs diminuent et les cadences augmentent : le travail continue de dégrader la santé, de blesser, de rendre malade, voire de tuer.

Toujours plus de cadeaux aux patrons

Qu'ont fait Hollande et Valls ? Ils ont permis de renouveler deux fois les CDD, facilité les licenciements économiques, supprimé toujours plus de fonctionnaires, légalisé les pratiques d'Uber *and co*, et augmenté massivement les aides aux entreprises !

Ces aides s'élèvent de 140 à 150 milliards en 2017 (contre « seulement » 65 milliards en 2005 et 110 en 2013...). Le seul « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE) coûte 20 milliards d'euros par an. Gattaz, le président du MEDEF, avait promis en échange un million d'emplois. Où sont-ils ? Deux rapports de chercheurs commandés par l'État sont sortis en

septembre 2016 : l'un ne trouve aucun effet sur l'emploi, l'autre établit péniblement qu'entre 50 et 100 000 emplois auraient été sauvegardés ou créés. Avec la même somme, on aurait pu créer près de 600 000 emplois payés 1700 euros nets !

Les mêmes grandes entreprises, avec l'aide des banques, pratiquent massivement l'évasion et la fraude fiscales (scandales Cahuzac, HSBC, Luxleaks, Panama Papers...), qui représentent pour la France un manque à gagner annuel compris entre 60 et 80 milliards d'euros, soit plus de dix fois le « déficit de la sécurité sociale » dont on nous rebat les oreilles.

Ces politiques construisent une société toujours plus inégalitaire. Pendant que les salariés subissent les licenciements, le chantage à l'emploi, des dividendes sont versés massivement : avec 35 milliards d'euros versés par les entreprises aux actionnaires au deuxième trimestre 2016, la France est championne d'Europe.

Remettre le monde sur ses pieds

Ce monde-là marche sur la tête ! D'autres choix sont possibles, mais ils supposent de s'attaquer à une société fondée sur le profit et l'exploitation.

Il faut d'urgence :

► **Le passage aux 32 heures sur quatre jours sans perte de salaire, avec les embauches correspondantes**, et aux 30 heures pour les travaux pénibles. La plupart des candidatEs à la présidentielle et le Medef

Réduire le temps de travail pour permettre à chacunE d'avoir un emploi, rendre le travail moins pénible, disposer d'un temps de loisir pour participer à la vie familiale et sociale

prétendent qu'il faudrait « travailler plus », mais nous affirmons que la solution est à l'exact opposé : réduire le temps de travail pour permettre à chacunE d'avoir un emploi, rendre le travail moins pénible, disposer d'un temps de loisir pour participer à la vie familiale et sociale, s'adonner librement aux activités de son choix.

Le chômage peut disparaître : 10 % de temps de travail en moins c'est



Le chômage peut disparaître : 10% de temps de travail en moins c'est autant de chômeurEs en moins

autant de chômeurEs en moins, à condition de compenser intégralement la RTT par des embauches et de ne pas augmenter les exigences de productivité ni dégrader les conditions de travail.

► **Le SMIC à 1700 euros net tout de suite, et une augmentation de tous les salaires de 300 euros.** Nous ne voulons pas d'un « revenu universel » de quelques centaines d'euros qui maintiendra des millions de personnes au niveau du seuil de pauvreté, mais d'un salaire qui permette à chacunE de vivre dignement.

► La fin des temps partiels imposés, des contrats précaires, du pseudo statut d'« auto-entrepreneur » : **un CDI, un emploi statutaire pour toutes et tous.**

► **L'interdiction des licenciements et des suppressions de postes.** Nous refusons que les entreprises puissent encore licencier ou supprimer des sites, que ce soit pour augmenter leurs profits ou pour les maintenir. Celles qui détruisent des emplois doivent être réquisitionnées et mises sous le contrôle des salariéEs.

► **La création d'un million d'emplois dans les services publics.**

Ces mesures constituent une réponse d'urgence au développement du chômage et de la précarité. En finir pour de bon avec ces fléaux et éradiquer la pauvreté, répondre à l'urgence climatique, avancer vers une société qui rompe avec la logique du profit et permette l'épanouissement de toutes et tous, nécessite **la défense et l'extension de la Sécurité sociale, l'accès aux biens essentiels par la gratuité des services publics et l'appropriation sociale des secteurs clés de l'économie, seul moyen de mettre les capitalistes hors d'état de nuire et de répondre aux urgences climatique et écologique.**



DÉFENDRE ET ÉTENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE

A ceux qui veulent la détruire pour « réduire le coût du travail », nous opposons la défense et l'extension de la « Sécu ».

► Cette protection sociale élargie assurera **des retraites correspondant aux meilleurs salaires**, permettant à chacunE de cesser le travail après 37,5 annuités, à 60 ans maximum (55 ans pour les travaux pénibles).

► Elle garantira à chacunE la **gratuité des soins de santé et des médicaments prescrits et utiles**, en même temps que des indemnités journalières à hauteur de 100 % du salaire, des allocations familiales assurant, dès la première naissance, la possibilité d'élever dignement ses enfants.

► Une nouvelle branche de la Sécurité sociale devra **couvrir la perte d'autonomie liée au handicap ou à l'âge**, en assurant le financement d'un service public de la perte d'autonomie (en institution ou au domicile). Les étudiantEs qui sont des salariéEs en formation (au-delà de l'enseignement secondaire) toucheront un pré-salaire égal au SMIC leur permettant de suivre leurs études ou de chercher un premier emploi.

► **Une garantie de rémunération pour les salariéEs avec une activité**

Financée par des cotisations sociales, cette Sécurité sociale devrait être exclusivement et démocratiquement gérée par les salariéEs et leurs représentantEs.

discontinue (saisonnierEs, intermittentEs...) sera elle aussi assurée par les cotisations des employeurs à la Sécurité sociale, à laquelle devrait être aussi intégrée l'indemnisation du chômage. ToutE travailleurE en dehors de l'emploi percevra un revenu au moins égal au SMIC, de même que toutes celles et tous ceux dont l'état de santé ne leur permet pas de travailler. Financée par des cotisations sociales, cette Sécurité sociale devrait être exclusivement et démocratiquement gérée par les salariéEs et leurs représentantEs.

Bien sûr cela suppose, nous ne le cachons pas, une modification considérable de la répartition dans la richesse produite entre la part qui revient à celles et ceux qui la produisent (le salaire et les cotisations sociales) et celle que s'approprient gratuitement les patrons : les profits.

DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ ET GRATUITS

Permettre à chacunE de vivre, c'est aussi permettre à chacunE d'accéder à la satisfaction de besoins essentiels indépendamment de ses richesses. Commençons à appliquer dès aujourd'hui ce que nous voulons pour la société de demain : à chacunE selon ses besoins (et non plus ses moyens).

C'est possible, en développant des services publics de proximité et de qualité, gratuits ou à très bon marché : pour l'éducation, pour la santé, mais aussi pour le logement, la culture, les activités sportives ou l'accès aux biens de première nécessité comme l'eau ou l'électricité.

Cela n'est possible qu'en cessant le démantèlement et la privatisation des services publics voulus par les gouvernements successifs et l'Union européenne.

effectifs. On tente de pallier ce manque criant d'enseignantEs par l'embauche de vacataires et des contractuelEs, mal payéEs et peu forméEs. Et la droite promet dans ce domaine une nouvelle saignée.

L'école est désormais conçue dans une logique de marché, devant être compétitive. Les principales mesures prises par les gouvernements socialistes s'inscrivent dans cette logique. Réforme des rythmes scolaires, réforme du collège et de l'éducation prioritaire, autonomisation accrue des universités, ont toutes contribué à rogner des moyens et à accentuer les inégalités face au droit à l'éducation.

Sous couvert de « révolution pédagogique », les compétences sont dévoyées pour mettre en place un système d'évaluation directement en lien avec le marché du travail dans lequel l'élève devra

Éducation

Hollande avait fait campagne en promettant de « sanctuariser » le budget de l'Éducation et de créer 60 000 postes dans ce secteur. En réalité, seulement 13 000 équivalents temps plein ont été créés depuis 2012, ce qui ne suffit même pas à compenser l'accroissement des



s'insérer grâce à son livret, informatisé, tout au long de son parcours scolaire. La connaissance n'est désormais plus un outil d'ouverture et d'émancipation mais un capital cumulable sous contrôle de l'État et du patronat.

Ces transformations de l'école s'accompagnent d'un renforcement de l'encadrement idéologique avec la mise en place de disciplines telles que l'Enseignement moral et civique (EMC) et d'un contrôle social accru avec des injonctions à dénoncer les élèves « en voie de radicalisation », et l'utilisation de la répression contre les lycéenNES cherchant à exercer leur droit de grève.

Face à ces politiques qui reproduisent et renforcent les inégalités sociales, visent à faire de l'école un marché et les élèves de la chair à patron, **nous défendons** :

► Une école détachée des besoins du patronat.

► **La mise en place de pédagogies émancipatrices** qui soient des outils pour penser de façon autonome afin d'acquérir plus de connaissances, de comprendre le monde et de résister à l'oppression. La participation progressive des élèves au choix des apprentissages.

► **Une école gratuite où apprentissages techniques, manuels et intellectuels sont pensés en complémentarité** et non comme un outil de tri social.

► **Une université gratuite et sans sélection.**

► Des moyens conséquents pour permettre à toutes et à tous de bonnes conditions d'apprentissage (effectifs limités à 20 par classe), avec des créations massives de postes de fonctionnaires et la titularisation de tous les précaires.

Commençons à appliquer dès aujourd'hui ce que nous voulons pour la société de demain : à chacunE selon ses besoins (et non plus ses moyens).

► **La fin des subventions publiques aux écoles privées** qui bénéficient de la casse du service public de l'éducation.

► **L'abrogation des réformes des rythmes scolaires et du collège** avec, à la place, un accueil éducatif et ludique pour les élèves permettant d'apprendre, de jouer et de se reposer, assuré par des fonctionnaires.

► L'arrêt de la mise en concurrence des établissements et de l'introduction des techniques managériales pour gérer les personnels.

Santé / Des mesures d'urgence pour l'hôpital

La première urgence consiste à abroger les contre-réformes qui détruisent l'hôpital et le transforment sur le modèle de l'entreprise capitaliste (réforme de la tarification hospitalière-T2a, loi Bachelot, loi Touraine). Il faut en finir avec l'austérité budgétaire à l'hôpital, **créer 120 000 emplois pour maintenir des établissements de proximité, comprenant au moins un service d'urgence, une maternité et un service de chirurgie**, et créer des centres de santé publics ouverts 24/24h pour la médecine de proximité. La santé n'est pas une marchandise : **les actionnaires des cliniques privées**

16 millions de personnes sont en situation de mal-logement (...), et la police exécute plus de 14 000 expulsions locatives par an!

doivent être expropriés pour intégrer ces établissements au service public de santé.

Nous voulons la gratuité intégrale des soins, en ville ou à l'hôpital, **le remboursement à 100 % par la Sécurité sociale**, et donc la suppression des assurances «complémentaires santé», le tiers payant intégral évitant toute avance de frais, la suppression des «franchises et forfaits», du «forfait hospitalier», et **l'interdiction de tout dépassement d'honoraires.**

Logement

Les gouvernements Hollande se sont moulés dans la politique engagée par leurs prédécesseurs, celle de la rénovation urbaine (ANRU) : Leur objectif n'est pas de répondre au manque de logements mais de casser les concentrations populaires, répartir les populations pauvres pour faire disparaître leurs revendications. Chaque opération de rénovation s'accompagne de destruction de logements qui souvent auraient pu être rénovés. Et les nouveaux logements ne s'adressent pas aux habitantEs des anciens immeubles qui sont obligés d'aller voir plus loin, ailleurs, pour se loger.

Dans les grands centres urbains, en particulier en Ile-de-France, la situation

est dramatique : 16 millions de personnes sont en situation de mal-logement : 4 millions sont sans-abri, mal logées ou sans logement personnel, 12,1 millions sont touchées par la crise du logement (loyers excessifs, précarité énergétique, surpeuplement...), et la police exécute plus de 14 000 expulsions locatives par an! Pour 6 millions d'entre nous, le loyer représente plus de 35% des dépenses mensuelles.

Il existe 2,6 millions de logements vides, soit 40 % de plus qu'il y a dix ans, sans parler des bâtiments vides. La plupart sont possédés par des grandes entreprises et investisseurs immobiliers gagnant des millions d'euros grâce à la spéculation immobilière. Il serait simple de régler définitivement la question des sans-abris en les relogant dans des habitations dignes de ce nom : il suffirait d'appliquer la loi et de réquisitionner tous ces bâtiments vides existant uniquement pour se faire du fric!

Nous revendiquons :

► **La réquisition des logements et immeubles de bureaux inoccupés** depuis deux ans grâce par la stricte application de la loi.

► **La construction de 200 000 logements sociaux par an.**

► L'arrêt des ventes de logements HLM et la renationalisation des sociétés HLM.

► **Le blocage des loyers, pour aller vers des loyers ne devant pas dépasser 20 % du revenu.**

► L'augmentation du budget public consacré au logement, le renforcement du rôle de l'État et la remise en cause des décentralisations passées et à venir, notamment pour permettre la réhabilitation et la défense du logement social.

► Le contrôle par la population des besoins, des constructions, des attributions.

Enfin toute politique du logement doit inclure un plan de réhabilitation et d'isolation de l'existant, le remplacement et la disparition progressive du chauffage électrique, un plan de construction par un service public de logements sobres et accessibles.

Transports

Les politiques mises en place pour le transport lors des dernières décennies ont accéléré la privatisation et la ségrégation sociale. Par exemple, le train autrefois transport populaire devient, avec le TGV, un transport de riches quand les plus pauvres doivent se contenter des «bus Macron».

Le service public de transport disparaît progressivement des territoires les plus fragiles tels que les zones rurales ou territoires périurbains, rendant les populations de ces territoires dépendants d'une voiture chère, polluante et bannie des zones aisées des centres-villes.

Enfin, nombre de grands projets destructeurs, inutiles pour les populations auxquelles ils sont imposés concernent les transports : à Notre-Dame-des-Landes un aéroport, ailleurs des autoroutes, échangeurs, ou encore des lignes à grande vitesse... Dans tous les cas ce sont des hectares de terres agricoles, la biodiversité, des emplois durables qui sont sacrifiés sur l'autel du profit des bétonneurs, Vinci et Cie.

Le droit à la mobilité doit donc être repensé pour que chacunE, quels que

soient ses revenus et son lieu de résidence, puisse avoir accès à des transports performants, peu coûteux et peu polluants.

Afin de répondre à l'urgence sociale et écologique, il est donc nécessaire de :

► Reprendre les autoroutes aux groupes capitalistes, sans indemnité ni rachat.

► Réduire le transport des marchandises, en finir avec le juste-à-temps et les stocks roulant, arrêter de transporter tout et n'importe quoi pour mettre les salariéEs en concurrence, rapprocher les lieux de production et de consommation. Favoriser le transport des marchandises par rail et fluvial.

► Généraliser la gratuité des transports publics, retisser un réseau de transport public performant dans les zones rurales, décroïsonner les quartiers pauvres des villes.

► Réduire les distances entre habitat, emplois et services.

► Réduire la place de la voiture, développer la pratique du vélo et de la marche sur l'ensemble des territoires et pas seulement dans les centres-villes.

Ni nucléaire ni effet de serre : un service public de l'énergie décentralisé sous le contrôle des travailleurEs et usagerEs

Opposés à la fois au rafistolage des centrales nucléaires vieillissantes et à la fuite en avant de l'EPR, conscients de l'urgence climatique qui impose d'en finir avec le pétrole, le charbon et



le gaz, **nous proposons un plan pour aboutir à 100% d'énergies renouvelables en 2050, qui combine arrêt du nucléaire, arrêt de la construction de l'EPR à Flamanville, fermeture immédiate de tous les réacteurs de plus de trente ans, abandon des projets d'enfouissement des déchets radioactifs de haute activité et sortie des énergies fossiles.**

Cette politique volontariste implique l'expropriation des groupes privés et la création d'un service public unifié de l'énergie, avec de véritables efforts de planification. Cela implique notamment la reconversion des travailleurEs des secteurs du gaz, du pétrole, du nucléaire, dont le savoir-faire sera indispensable pour s'orienter vers des productions d'énergie décentralisées et accessibles à touTEs, moins dangereuses, moins polluantes. Un défi enthousiasmant à relever : utilité sociale et respect de la planète !

L'énergie la plus propre est celle qui n'est pas consommée : **nous exigeons l'arrêt des productions inutiles et dangereuses, dont l'armement**, avec la reconversion des travailleurEs de ces secteurs, l'interdiction de la publicité énergivore et créatrice de faux besoins, la fin de l'obsolescence programmée avec des produits durables, réparables et recyclables.

Sobriété et efficacité énergétiques sont indispensables, tout en refusant la précarité énergétique : les premiers kWh indispensables doivent être rendus gratuits.

Eau

En France, l'agriculture consomme 70% des ressources en eau, en raison de la course à la rentabilité et des politiques européennes et nationales. Le maïs, par exemple, très gourmand en eau, en engrais et pesticides, donne droit à 457 euros de subvention par hectare cultivé, contre seulement 76 euros pour son maintien en prairie. L'eau est captée dans les nappes phréatiques, seuls 20% sont facturés aux entreprises de l'agriculture, en particulier les plus grandes, la part principale du financement revenant donc aux habitants ! En Bretagne, certaines zones ne sont déjà plus approvisionnées en eau potable en raison d'une trop forte teneur en nitrates.

L'eau, qui devrait être un bien commun à l'humanité, est livrée en pâture aux grandes entreprises françaises, comme Veolia, Ondeo (Suez) et la SAUR. En 1950, les deux tiers des communes géraient leur service d'eau. Aujourd'hui, c'est le cas de seulement 25% d'entre elles,

alors que le coût d'une gestion privée est de 27% supérieur à une gestion municipale et que le taux de marge du Sedif, le plus gros contrat de Veolia, est de près de 60% !

Le service de l'eau doit devenir un service public, et les premiers mètres cubes d'eau indispensables doivent être gratuits.

Information et Culture

À l'instar de la santé et de l'éducation, l'information et la culture ne doivent pas être des marchandises ! C'est pourquoi nous défendons la mise en place d'un véritable service public en charge de ces biens communs, hors des logiques marchandes, et le développement d'une politique visant à fournir à touTEs un accès gratuit à une information et une culture de qualité.

Le secteur des médias est de plus en plus victime de processus de concentration et de financiarisation, à un point tel qu'une dizaine de grandes fortunes concentre entre ses mains plus de 90% des moyens d'information. La qualité des productions, soumises à une stricte logique de concurrence et d'audimat, s'en ressent, de même que les conditions de travail des salariéEs des médias, de plus en plus soumis aux contraintes budgétaires et éditoriales de leurs actionnaires.

► **Nous revendiquons une véritable législation anti-concentration** qui interdise aux grands groupes capitalistes d'avoir une mainmise sur l'information. Nous demandons un réel statut juridique pour les rédactions, avec droit de regard, voire de véto, sur les décisions

économiques et éditoriales de leurs médias. Le CSA doit être remplacé par un véritable organisme de supervision des médias (pas seulement audiovisuels), associant la représentation politique, les salariéEs des médias et leurs usagers, en charge notamment de la répartition des aides publiques à la presse, qui sont aujourd'hui prioritairement distribuées aux plus grands groupes. **Un véritable service public de l'information et de la Culture doit être mis en place**, avec des moyens à la hauteur des enjeux, afin de développer des médias publics pouvant résister à la concurrence des médias privés, et d'appuyer les médias associatifs et les médias à but non lucratif.

► Dans le domaine de la culture, **l'accès aux œuvres comme l'accès à la formation artistique et aux pratiques créatives doivent être garantis pour touTEs**. Nous voulons un réseau culturel public de proximité pour promouvoir la création, avec une liberté de création, car l'expression artistique est aussi là pour déranger, pour subvertir. Il faut promouvoir l'échange, parce que les cultures minoritaires ou extra-occidentales sont un enrichissement pour tous. Nous revendiquons la liberté complète de diffusion. La rémunération des professionnels doit être pensée hors de la privatisation de la Culture, et pour la liberté d'accès : les barrières, financières et sociales, qui séparent le public des artistes doivent être abattues. **La loi Hadopi doit être abrogée immédiatement** (et non en 2022 comme cela est prévu actuellement) et **les droits d'auteur doivent être refondus, pour garantir des conditions de vie décentes à tous les artistes**.

L'APPROPRIATION SOCIALE DES SECTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE

RÉQUISITION DES GRANDES ENTREPRISES CAPITALISTES

La crise du capitalisme ouverte en 2008 n'en finit pas de produire ses effets, de rebondir. En Europe les classes dirigeantes y ont toutes apporté la même réponse : la baisse du « coût du travail », c'est-à-dire des salaires directs et indirects, et la fermeture des entreprises jugées non compétitives, avec des suppressions massives d'emplois. Malgré cela, aucune véritable sortie de crise n'est en vue pour le capitalisme français, et la plupart des candidatEs à cette élection présidentielle ne proposent rien d'autre que d'aggraver la cure d'austérité que nous avons connue ces dernières années.

Nous refusons de payer leur crise. Elle est due à l'absurdité d'un système où le profit commande la production et l'investissement. Les classes populaires

n'en sont pas responsables mais en subissent les conséquences. Il est donc urgent de retirer aux capitalistes leur pouvoir de nuisance, d'avancer vers une planification démocratique de l'économie.

Pour cela le NPA propose la réquisition, sans indemnité ni rachat, pour **l'appropriation sociale des secteurs clés de l'économie sous le contrôle des travailleurEs**

et de la population. Les banques seront fusionnées pour constituer un monopole public du crédit, mettant ainsi un coup d'arrêt à la spéculation et nous permettant d'orienter les richesses et l'investissement vers les projets socialement utiles. Les grandes entreprises de l'énergie, du transport, de la communication et les secteurs clés de l'industrie (pharmaceutique, pour une réelle gratuité des soins, par exemple) seront réquisitionnées. **Ces activités doivent sortir des logiques marchandes, parce qu'elles sont vitales pour la population** mais aussi parce que c'est une condition indispensable pour répondre à la crise climatique. Cela vise enfin les entreprises qui licencient. Si les patrons ne sont pas capables de maintenir les emplois, qu'ils s'en aillent !

PAS DE RÉPONSE AUX URGENCES CLIMATIQUE ET ÉCOLOGIQUE SANS LES MOYENS DE CONTRÔLER LA PRODUCTION

La COP21, qui s'est tenue à Paris fin 2015, promettait de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C, voire de 1,5°C d'augmentation moyenne de la température de la Terre. Mais les « engagements » des États nous mènent tout droit à plus de 3°C! Pendant ce temps, les multinationales s'activent, les unes – comme Exxon ou Total – pour continuer d'exploiter les

Le basculement climatique en cours est le produit direct du mode de production et de consommation imposé par le capitalisme.

énergies fossiles, les autres pour tirer profit des monstruositéS mises au point par les apprentis sorciers du climat, et d'autres encore pour imposer une agriculture soi-disant adaptée mais grande consommatrice d'engrais et d'OGM.

Le basculement climatique en cours est le produit direct du mode de production et de consommation imposé par le capitalisme. Une véritable révolution est nécessaire: il faut tout changer! Non seulement répartir de façon égalitaire le fruit de notre travail, mais aussi exproprier les grands groupes capitalistes, à commencer par ceux du système bancaire et financier, de l'énergie... pour décider ce que nous produisons et comment nous le produisons, débarrasséS du matraquage publicitaire et du gaspillage. Bref, il s'agit d'un changement de civilisation, de transition vers une nouvelle société, écosocialiste, fondée



Il s'agit d'un changement de civilisation, de transition vers une nouvelle société, écosocialiste, fondée sur la solidarité et le respect de l'environnement.

sur la solidarité et le respect de l'environnement. Une société où les grandes décisions d'aménagement, les priorités de la production et de la consommation ne seront plus prises par une poignée d'exploiteurs ou de pseudo-experts, seulement guidés par la soif de profit.

L'agriculture est un excellent exemple. L'agriculture est à la fois un problème quand il s'agit de l'agro-industrie, poussée à son paroxysme avec l'usine des 1 000 vaches, mais aussi une solution à la crise écologique avec

une agriculture agroécologique efficace contre le réchauffement climatique. Pour renverser le rapport de forces entre ces deux modèles contradictoires, il faut s'en prendre aux capitalistes de l'agrochimie en **interdisant les intrants chimiques** (engrais, pesticides, herbicides, fongicides...), de la distribution en construisant **des circuits courts**, et favoriser l'appropriation sociale de la transformation et de la distribution, la reconstitution d'un tissu économique de proximité, avec des ateliers de fabrication et des marchés locaux. Il est possible de mettre en œuvre la **reconversion de l'agriculture en tout biologique sur 10 ans** avec des emplois nombreux et correctement rémunérés, pour un autre mode de gestion du foncier, coopératif, traitant la terre comme un bien commun associant droit d'usage et devoir de prendre soin.



© Photothèque Rouge / JMB

CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LA RÉPRESSION : L'ÉGALITÉ ET L'ÉMANCIPATION

Les propos racistes décomplexés à l'égard des minorités nationales ou religieuses, comme ceux contre les Roms vomis par Valls, la destruction de nombreux campements, l'assimilation des musulmanEs aux terroristes après les attentats de 2015 et 2016 et les mesures discriminatoires à leur égard prises au travers de l'état d'urgence ont achevé la banalisation du racisme au sommet de l'État. En temps de crise, les recettes nauséabondes du passé sont réutilisées sans ambages par les dirigeants socialistes : diviser pour mieux régner, désigner des boucs émissaires, fabriquer un ennemi intérieur pour lui opposer une communauté nationale fantasmée. Tout cela au bénéfice de ceux qui exploitent et qui vivent du travail de touTEs.

L'extrême droite et la droite extrême de Fillon, comme les « Manifs pour tous », exercent une pression réactionnaire commune. Pour eux, la solution à la crise est dans l'augmentation de l'exploitation de touTEs les travailleurEs et, pour cela, les discriminations sont un outil considérable : les salaires des

Au tout-sécuritaire, à l'état de guerre instauré par le gouvernement, nous opposons l'égalité réelle

femmes sont inférieurs de 30 % à ceux des hommes, les personnes perçues comme musulmanes ont trois à quatre fois moins de chances d'obtenir un entretien d'embauche que les autres, un tiers des salariéEs homosexuelEs déclarent que révéler leur orientation sexuelle pourrait avoir un impact négatif sur leur carrière, les sans-papiers paient leurs cotisations sociales et leurs impôts mais n'ont aucun droit.

La répression, apprendre à se taire, à accepter la surexploitation, les discriminations, les injustices : voilà vers quoi la classe dominante cherche à nous habituer. Il faut rompre avec ces politiques mortifères. Au tout-sécuritaire, à l'état de guerre instauré par le gouvernement, nous opposons l'égalité réelle, quels que soient la nationalité, la religion, le genre, l'orientation sexuelle ou l'âge.

CONTRE LE RACISME ET L'ISLAMOPHOBIE

Placée en queue de liste des soixante engagements de Hollande en 2012, la promesse d'accorder « le droit de vote aux élections locales aux étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans » a été mise aux oubliettes aussi vite qu'elle avait été ressortie par le Parti socialiste après 30 ans de renoncement ! C'est bien de xénophobie et de nationalisme qu'il s'agit quand des personnes qui vivent et travaillent dans les mêmes lieux que les Français, envoient leurs enfants dans les mêmes écoles, paient leurs impôts dans les mêmes centres, n'ont pas les mêmes droits uniquement en raison de leur nationalité.

La politique migratoire s'est coulée dans le moule de celles des gouvernements qui se sont succédé depuis trente ans, fondée sur la sélection entre « bons » et « mauvais » étrangerEs et placée sous le signe de la fermeture des frontières et de la précarité des résidentEs. Avec le durcissement des conditions d'accès au territoire, le fichage, le traçage à travers l'interconnexion des fichiers et la diminution des garanties et des voies de recours pour les personnes menacées d'expulsion, il y a un projet délibéré de placer une épée de Damoclès au-dessus de chaque étrangerE, une façon de lui faire sentir qu'il ou elle n'est que toléréE en France.

Après les tueries de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, puis les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et du 14 juillet 2016 à Nice, une forme particulière de racisme s'est renforcée : l'islamophobie. Les préjugés et les discriminations envers les personnes musulmanes ou supposées l'être en raison de leur origine (ou de leur apparence) sont massives. L'amalgame entre musulmans et terroristes est repris à l'envi dans les médias. Cette forme de racisme est assumée voire organisée par l'État et les institutions (loi sur le voile à l'école, loi anti-burqa, arrêtés anti-burkini, etc.). Derrière une soi-disant critique de la religion, l'islamophobie est véhiculée de l'extrême droite à une grande partie de la gauche. La laïcité et le slogan instituant la France en « pays des Droits de l'homme » sont utilisés pour constituer une pseudo culture commune qui serait opposée à celle des musulmanEs, notamment dans le cadre de l'école. Aujourd'hui, le discours dominant est de faire croire à un problème particulier avec les musulmanEs qui n'arriveraient pas à concilier la pratique de l'islam et les principes de laïcité voire la démocratie. Cette forme de laïcité, bien éloignée de la loi de 1905, est ainsi utilisée contre les personnes musulmanes sur des sujets comme le port de jupes

longues ou les menus sans porc dans les cantines. Cette laïcité est un outil d'oppression, puisqu'elle retire une partie des libertés individuelles. Elle est aussi à géométrie variable : les mêmes qui hurlent en voyant un foulard ne voient pas de problème à servir du poisson le vendredi ou à poser des crèches chrétiennes dans les services publics.

L'islamophobie, un racisme « respectable » car fondé sur un pseudo-discours culturel et non génétique, permet au gouvernement et aux capitalistes de trouver un nouvel « ennemi principal », le musulman potentiellement terroriste, celui qui ne respecterait ni les coutumes ni les institutions. Avec l'état d'urgence, ce sont des milliers de perquisitions et d'assignations à résidence qu'ont subies les musulmanEs ou les personnes considérées comme telles. La période suivant les attentats de Charlie Hebdo et de la porte de Vincennes a vu les actes islamophobes – agressions et dégradations de lieux de culte –, tripler. Ce racisme se concrétise en outre par les nombreuses discriminations à

L'islamophobie (...) permet au gouvernement et aux capitalistes de trouver un nouvel « ennemi principal »

l'emploi, en particulier pour les femmes voilées qui se retrouvent très souvent dans l'impossibilité de trouver un emploi. Nous défendons le droit des femmes à disposer de leur corps face à ceux qui les forcent à se voiler comme à se dévoiler.

Nous sommes pour une égalité complète entre FrançaisEs et étrangerEs, mais aussi entre toutes et tous, quelle que soit la confession religieuse... ou l'absence de confession religieuse. Le NPA se bat pour la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote des étrangers résidant en France à toutes les élections. et plus globalement l'abrogation de toutes les lois racistes et islamophobes qui institutionnalisent les inégalités.



© Photothèque Rouge / JMB

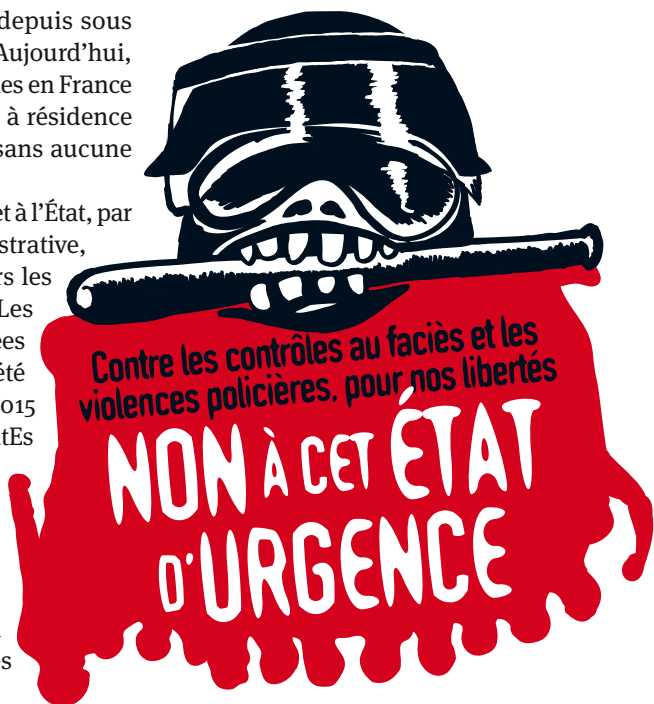
EN FINIR AVEC L'ÉTAT D'URGENCE: NI GUERRE NI ÉTAT DE GUERRE

L'état d'urgence permet à l'État, par simple décision administrative, de bafouer tous les jours les droits démocratiques.

Depuis maintenant plus d'un an, le pays vit sous le régime de l'état d'urgence, promulgué après les attentats de novembre et prolongé depuis sous de multiples prétextes. Aujourd'hui, une centaine de personnes en France sont toujours assignées à résidence sans mise en examen, sans aucune décision judiciaire.

L'état d'urgence permet à l'État, par simple décision administrative, de bafouer tous les jours les droits démocratiques. Les manifestations organisées autour de la COP21 ont été interdites à l'automne 2015 et des dizaines de militantEs assignés à résidence en application de cette loi d'exception. Quelques mois plus tard, ce sont plusieurs manifestations contre la loi El Khomri qui ont été interdites. Prises

au nom de « l'efficacité » dans la lutte antiterroriste, ces dispositions ont immédiatement été utilisées pour contrôler, restreindre et interdire la contestation sociale, rapidement assimilée à une atteinte à l'ordre et la sécurité publique. La loi antiterroriste de 2016 a fait passer dans la loi une série de dispositions d'exception sur les perquisitions, les écoutes, les procédures judiciaires.



Plusieurs pas ont été franchis pour légitimer une islamophobie d'État, exacerbant les discriminations que subissent dans le pays les Noirs et les Arabes. L'état d'urgence et le climat sécuritaire ont donné des ailes à tous les racistes et aux courants politiques les plus réactionnaires. Les forces de police multiplient les violences, les vexations et les contrôles au faciès, tout « musulman d'apparence » étant considéré comme un terroriste potentiel. Valls et Cazeneuve ont légitimé le port d'armes en dehors du service et même la revendication policière de la légitime défense « préventive », faisant passer aux oubliettes toutes les victimes de violences policières, qu'il s'agisse de la répression des manifestations contre la loi El Khomri ou, plus grave, des plus de 140 personnes tuées lors d'interventions policières depuis 2000, notamment des jeunes Noirs et Arabes dans les quartiers populaires.

Nous exigeons :

- ▶ **La levée immédiate de l'état d'urgence.**
- ▶ **La dissolution des Brigades anti criminalité (BAC)**
- ▶ **L'interdiction de tous les armements offensifs** (Flash-Ball, Taser, grenades de désencerclement),
- ▶ **Le désarmement de la police française** (plusieurs pays comme les pays scandinaves ou les Pays-Bas ont depuis plusieurs années banni l'usage des armes à feu par la police).
- ▶ **L'amnistie pour tous les manifestantEs inculpés**

La confiscation des libertés démocratiques, la marche vers un État policier et l'absence de contrôle populaire sur les grands choix politiques sont évidemment le corollaire des politiques sécuritaires et de la volonté d'étouffer toute contestation sociale.

L'évolution autoritaire du gouvernement français n'est pas isolée. Elle s'inscrit dans une tendance globale des États à restreindre les libertés démocratiques, stigmatiser et réprimer les étrangers ou citoyens d'origine étrangère, et à détruire les ultimes protections et acquis légaux des salariés. La confiscation des libertés démocratiques, la marche vers un État policier et l'absence de contrôle populaire sur les grands choix politiques sont évidemment le corollaire des politiques sécuritaires et de la volonté d'étouffer toute contestation sociale.



© Photothèque Rouge / JMB

DROITS DES FEMMES

Après les attaques contre le droit à l'avortement en Espagne puis en Pologne, les propos de Trump aux USA et de Fillon en France nous rappellent que les droits des femmes et en particulier l'IVG ne sont jamais définitivement acquis. Contre les fermetures de centres IVG et de maternités, contre les politiques d'austérité et les réactionnaires, nous nous sommes battus dans l'unité, de Tenon à Lyon, des Lilas à Toulouse en passant par Grenoble...

Le combat des femmes est un combat de chaque jour parce que le système capitaliste et patriarcal nous opprime dans toutes les dimensions de la vie. Au travail, ce sont des salaires féminins de 27% inférieurs à ceux des hommes, la précarité et les temps partiels imposés, le harcèlement, la destruction des services publics dont les femmes sont à la fois les principales salariées et usagères... À la maison, en France, en 2017, ce sont encore 80% des tâches domestiques et 60% des tâches parentales qui sont assumées gratuitement par les femmes. Le corps des femmes est placé sous contrôle, au service de la reproduction et du plaisir des hommes : trop habillées ou pas assez, étalées sur les panneaux publicitaires, contrôlées par une médecine dont les critères restent une norme hétérosexuelle et sexiste. Une femme sur 10 dans le monde est victime d'un viol au moins une fois dans sa vie ; en France une femme meurt tous les 2,5 jours sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint ;

les viols et les violences sont perpétrés par toutes les armées du monde (française au Rwanda par exemple) et sont utilisés comme arme de guerre en Syrie et au Congo entre autres... Les violences contre les femmes sont une dimension fondamentale du système de domination, sans laquelle il ne pourrait se maintenir.

Nous voulons :

- ▶ **L'avortement et la contraception libres, gratuits et accessibles**, des centres IVG et des maternités partout sur le territoire pour répondre aux besoins, l'allongement du délai légal de l'IVG à 24 semaines.
- ▶ **Un service de la petite enfance public et gratuit.**
- ▶ **L'égalité des salaires**, la fin de la précarité, la réduction du temps de travail pour toutes.
- ▶ **Des moyens pour accueillir les femmes victimes de violences** (logement, formation des personnels qui y sont confrontés...), la régularisation de toutes les sans-papiers, l'asile pour les femmes victimes de violences, l'accès immédiat aux soins pour toutes.
- ▶ **L'annulation des réformes néolibérales** (Hirsch, Touraine, etc.) dans le domaine de la santé publique.
- ▶ **L'abrogation des lois discriminant et stigmatisant les femmes musulmanes.**
- ▶ **Une éducation non sexiste.**

LIBERTÉ ET ÉGALITÉ POUR NOS DÉSIRS

Des formes les plus « banalisées » du quotidien (moqueries, injures dans les cours d'école, les stades ou au travail) aux agressions physiques plus violentes, voire meurtrières, l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie et la transphobie sont très présentes dans notre société. Malgré une tolérance de façade dont s'accommode parfaitement la société capitaliste, de nombreux jeunes LGBTI se trouvent en rupture familiale et le taux de suicide chez les personnes LGBTI est quatre fois supérieur au reste de la population.

Hollande avait promis l'égalité entre homos et hétéros avec le « mariage pour tous ». Pourtant son bilan est

loin d'être glorieux. Jamais un débat n'aura été si long. Le gouvernement a laissé les réactionnaires s'en emparer, libérant la parole homophobe. Le cycle des « Manifs pour tous », dont les chefs de file ont été invités à l'Élysée, s'est accompagné d'une recrudescence des agressions homophobes. Le résultat est un mariage au rabais, les couples homosexuels mariés sont encore obligés d'adopter leurs propres enfants, aucune filiation ne peut être établie en dehors du mariage pour les enfants des couples homosexuels – et la PMA est enterrée après avoir été maintes fois reportée.

Une nouvelle loi a été adoptée en octobre 2016 concernant les droits des trans. Si elle contient le changement de la mention du sexe sur l'état civil, celui-ci doit toujours se faire devant le Tribunal de Grande Instance avec un avocat.

Nous voulons les mêmes droits pour toutes et tous, femmes et hommes, homos et hétéros, notamment la procréation médicalement assistée pour toutes, une filiation directe pour les couples de même sexe, la fin des stérilisations forcées, le changement d'état civil sur simple demande, l'arrêt des mutilations des personnes intersexuées, des moyens financiers contre les LGBTIphobies.



© Photothèque Rouge / Arezki

LES JEUNES ONT RAISON DE SE RÉVOLTER

François Hollande avait promis de faire de la jeunesse et de l'éducation sa « priorité ». Pourtant, la « priorité » du gouvernement PS a été de poursuivre la casse de l'Éducation par la réduction des budgets tout en laissant une plus grande place au privé dans les universités (loi Fioraso, fermeture de filières...). Il a renforcé la répression et l'embrigadement de la jeunesse au prétexte de la lutte contre les « phénomènes de radicalisation », et accentué la précarité au travail avec la loi Macron et la loi travail. La casse des services publics de santé et de logement étudiant a touché brutalement la jeunesse. La précarité empêche d'obtenir son indépendance financière, de faire ses choix de vie. Elle débouche sur des situations dramatiques comme à Lille où un étudiant a été retrouvé mort de faim dans sa chambre du CROUS.

La colère contre la loi travail, autour du slogan #OnVautMieuxQueÇa, était une réponse à cette réalité. Pour les jeunes, les perspectives d'avenir sont marquées par l'idée de vivre moins bien que ses parents, d'enchaîner petits boulots et périodes de chômage, et de n'avoir d'autre choix, pour survivre, que de rentrer dans la logique de compétition du toutES contre toutES. Les autres candidats, de droite comme de gauche, sont bien loin de répondre à cette vision morose de l'avenir, et semblent s'être accordés sur le fait que le projet



© Photothèque Rouge / JMB

pour la jeunesse devrait être celui de la mise au pas nationale-républicaine, par différentes formes de services civiques obligatoires. Nous sommes la candidature d'une jeunesse qui refuse de marcher au pas, au son des bruits de bottes de l'état d'urgence et de l'islamophobie.

LycéenEs, étudiantEs et jeunes travailleurEs ont été parmi les premiers à reprendre le chemin de la rue après l'élection de Hollande, contre l'expulsion de Khatchik et Leonarda, contre les violences policières suite aux assassinats de Rémi Fraisse et d'Adama Traoré, contre les projets capitalistes inutiles à Notre-Dame-des-Landes et Sivens, contre la mascarade de la COP21, et contre la loi travail et son monde.

C'est cette perspective de lutte que nous portons, contre tous les coups de matraque que la jeunesse a dû affronter, et pour que la jeunesse reprenne en main son avenir. Pour cela, **nous revendiquons :**

► Contre la misère et la précarité des jeunes : **un pré-salaire d'autonomie** financé par les cotisations patronales ; **l'interdiction des contrats précaires et des stages obligatoires non rémunérés** ; pour les jeunes en apprentissage, **pas de salaire en dessous du SMIC** et des vacances comme les jeunes scolarisés ; de véritables services publics de la santé dans les universités avec accès gratuit à la contraception et l'IVG.

► Contre la répression et l'embrigadement de la jeunesse : stop aux contrôles au faciès et à l'impunité policière ; **légalisation du cannabis** ; **rejet de tout projet de service militaire ou civique** ; abrogation des lois anti-voile au lycée ; amnistie des manifestantEs inculpéEs.

Nous sommes la candidature d'une jeunesse qui refuse de marcher au pas, au son des bruits de bottes de l'état d'urgence et de l'islamophobie.

► Pour des enseignements et des savoirs au service des besoins réels et accessibles à touTEs : abrogation des loi LRU et Fioraso ; des budgets adaptés aux besoins réels ; la fin de la présence des patrons dans les conseils d'administration des universités ; la fin de la vidéosurveillance et des vigiles sur les campus universitaires ; **pas plus de 20 par classe dans les lycées.**

HANDICAP

Douze millions de personnes sont touchées par un handicap, dont près de 370 000 utilisent un fauteuil roulant et 650 000 ont une déficience intellectuelle ou mentale. Ce n'est donc pas une population marginale, mais une partie importante de la société qui a des besoins et des capacités.

Mais, en France, ils sont mis à l'écart pour réduire les coûts pour la société ou surexploités quand ils travaillent. Le maximum de l'allocation aux adultes handicapés est fixé à 808,46 euros, soit moins que le seuil de pauvreté, fixé à 840 ou 1 000 euros selon la définition utilisée... L'obligation

d'accès aux lieux publics fixée par la loi de 2005 a été reculée, de trois, six ou neuf ans selon les cas.

Nous voulons la mise en place de mesures d'urgence :

► **Le respect des quotas d'obligation d'emploi de 6%**, le maintien dans l'emploi des salariéEs du secteur ordinaire se retrouvant en invalidité.

► **Pas de salaire ou de revenu en dessous de 1700 euros net.**

► **Gratuité de tous les frais de santé et d'appareillage.**

► **Droit effectif à l'éducation et à la scolarisation**, avec les structures et les accompagnantEs (AVS), titulariséEs, nécessaires.

RENFORCER LES SOLIDARITÉS PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

OUVERTURE DES FRONTIÈRES!

Hollande, Valls, Cazeneuve ont osé parler de la France comme d'une « terre d'accueil ». L'un des plus grands mensonges de ce gouvernement socialiste. Donald Trump veut construire un grand mur antimigrantEs à la frontière entre les États-Unis et le Mexique (qui existe déjà partiellement sur près de 900 km), mais c'est la France qui construit un mur de quatre mètres de haut à Calais, avec le financement de la Grande-Bretagne.

Partout dans le monde on construit des murs et des barbelés ; la Méditerranée se transforme en cimetière avec 10 000 noyéEs depuis le début de 2014.

En 2015, la planète comptait 65 millions de déracinéEs qui fuient les dictatures, les guerres, la misère et les conséquences du dérèglement climatique... pour lesquelles les grandes puissances occidentales et leurs multinationales,

à commencer par la France, ont des responsabilités écrasantes. Parmi ces déracinéEs, 40 millions sont restés dans leur pays. On les appelle « déplacéEs internes ». Et sur les quelque 24 millions restants, seuls trois millions ont demandé l'asile dans un pays riche. La presque totalité des 21 millions restants sont hébergés dans des pays « à faible ou moyen revenu ». C'est ainsi que l'Europe a accueilli 1,3 million de demandeurs d'asile en 2015, tandis que la Turquie à elle seule hébergeait 2,7 millions de SyrienNEs (le double), et le Liban 1,6 million, soit le quart de sa population, la Jordanie plus de 600 000... Quant au gouvernement français, il annonçait l'an dernier bien vouloir en accueillir 24 000, mais en deux ans ! Et on nous explique que notre pays de 65 millions d'habitantEs serait submergé !

Derrière un pseudo discours humanitaire, le démantèlement de la « Jungle »

de Calais et des campements parisiens a permis à Valls et Cazeneuve de disperser les migrantEs dans les lieux les plus improbables du pays, cassant au passage les liens de solidarité tissés dans ces campements. L'accueil dans les CAO (les Centres d'accueil et d'orientation) sera très provisoire. Ce sont en fait des centres de triage qui conduisent bon nombre de réfugiés à être expulsés du territoire français.

Barrières, dispositifs de surveillance, gardiens, centres de tri et de rétention, les grandes puissances sont prêtes à dépenser des millions pour empêcher les migrantEs de se réfugier en Europe. Nous

En 2015, la planète comptait 65 millions de déracinés qui fuient les dictatures, les guerres, la misère et les conséquences du dérèglement climatique...

considérons au contraire que nous avons les mêmes intérêts que les travailleurEs du monde entier. **Nous voulons la liberté de circulation et d'installation, une citoyenneté de résidence, c'est-à-dire l'égalité des droits complète dès que quelqu'un arrive sur le territoire.**

UN PROJET INTERNATIONALISTE

Les guerres sont toujours aussi nombreuses en Afrique ou au Moyen-Orient, avec bien souvent la participation de l'armée française. Des populations cherchent à fuir la guerre ou la misère mais ici tous les dirigeants politiques, filant le train à Marine Le Pen, font de la surenchère nationaliste contre les immigrés.

Nous défendons au contraire une politique de solidarité internationale. Cela signifie une rupture avec l'ingérence de la France aux quatre coins du monde, souvent en défense de dictatures, pour préserver sa place parmi les pays occidentaux qui organisent l'ordre mondial et pour défendre les intérêts

des grands groupes capitalistes, comme Bouygues, Total, Bolloré, Areva, etc.

Nous n'avons aucun intérêt dans cette politique qui opprime et frappe les peuples dont nous devons au contraire être solidaires. Nous nous côtoyons dans les mêmes entreprises, que nous soyons parisienNEs ou bretonNEs d'origine, algériens, maliens ou polonais. Nous sommes exploités par les mêmes trusts, que l'on soit en Roumanie, en Turquie ou au Maroc. Nous n'avons pas d'intérêts communs avec nos patrons, qu'ils soient français ou qu'ils dirigent le trust Ford, et refusons toute politique menée au nom des soi-disant « intérêts de la France » qui ne sont, en réalité, que les intérêts des capitalistes français.

L'Europe: une forteresse capitaliste

L'Union européenne n'est pas un progrès, La circulation est plus facile entre les différents pays, pour celles et ceux qui ont la chance d'avoir un passeport issu d'un État membre, mais cette Union européenne est une forteresse bardée de frontières à sa périphérie. Elle refoule celles et ceux qui fuient la misère ou les guerres, les exposant ainsi à la noyade ou les renvoyant vers des camps, en Turquie ou ailleurs.

Les institutions qui gouvernent cette Europe sont encore plus anti-démocratiques que celles qui gouvernent la France ou l'Allemagne. Tous les traités européens ont été écrits pour défendre les droits des capitalistes européens et remettre en cause les droits sociaux. Nous avons rejeté en France, en 2005, le Traité constitutionnel. Ce vote a été bafoué quelques mois après, comme a été bafoué le vote du peuple grec contre les diktats du FMI et de la Banque centrale européenne.

Le vote pour le Brexit a signifié pour une partie de la population britannique un rejet de l'Europe libérale, mais il a également été alimenté et capté par une droite réactionnaire qui prend pour cible les travailleurEs étrangerEs et laisse les mains libres à la City de Londres pour continuer à semer l'austérité et la précarité en Grande-Bretagne. D'ailleurs, le processus de Brexit s'accompagne actuellement de multiples traités de libre-échange pour le remplacer.

Ce sont bien les gouvernements des divers pays européens qui gouvernent l'Union européenne, et les patrons des grands trusts européens qui y font la loi. Plus précisément, ce sont les patrons et les banques des pays les plus riches, en premier lieu de France et d'Allemagne, qui imposent leurs volontés aux pays les plus faibles. Ils imposent, par exemple, une politique d'austérité draconienne aux travailleurEs grecs. Et c'est cette même austérité (baisse des salaires et des retraites, coupes dans les dépenses sociales...) qu'ils tentent d'imposer en France.

Le protectionnisme comme solution ?

Certains candidats proposent un « patriotisme économique » et un retour à la production et au marché national comme solution aux ravages de la mondialisation néolibérale. Dans la situation actuelle, cela revient à défendre les intérêts des entreprises françaises, du patronat français. Les salariéEs, en revanche, seraient les victimes de la guerre commerciale entre puissances et leur mise en concurrence continuerait sous d'autres formes.

Dans le capitalisme, les marchandises et les capitaux circulent, pas les personnes. Nous pensons qu'il faut l'exact inverse :

► **La liberté de circulation et d'installation**, la citoyenneté de résidence, des droits égaux pour tous les salariés quelle que soit leur nationalité.

► **Le rejet de tous les traités de libre échange**, dont ceux de l'Union européenne.

► **Le contrôle sur les mouvements de capitaux**, en particulier l'arrêt de l'évasion fiscale, qui représente en France 80 milliards par an.

► **Une coopération entre les pays.** Nous sommes contre cette Europe, mais pour une Europe des travailleurs et des peuples, où tous les droits sociaux seraient alignés par le haut (salaires, protection sociale, droit à l'IVG...). Nous voulons la promotion des circuits courts, sans critère de frontières, et la souveraineté alimentaire.

Notre Europe: celle des travailleurEs

Nous sommes solidaires des travailleurEs grecs, comme des travailleurEs venus de Pologne ou d'ailleurs pour travailler ici en France. N'en déplaise à Jean-Luc Mélenchon qui, employant une formule que ne renierait pas Marine Le Pen, déclarait en juillet dernier qu'un « travailleur détaché » venant d'un autre pays d'Europe « vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place ». Il y a cent ans, certains disaient aussi que les femmes volaient les emplois des hommes. Mais ceux qui nous volent notre pain sont les patrons !

Le patronat cherche en permanence à diviser les salariéEs, à casser nos droits et nos salaires. Pour cela il filialise, sous-traite en France, mais aussi à l'étranger, dans l'Union européenne ou dans d'autres pays. Les autres travailleurEs sont nos alliés contre nos patrons communs. Lorsque ceux de Renault-Dacia en Roumanie, de Bosch ou de Renault en Turquie se

Certains candidats proposent un « patriotisme économique » (...) cela revient à défendre les intérêts des entreprises françaises, du patronat français.

mettent en grève pour l'augmentation de leurs salaires, comme ils l'ont fait en 2015, cela ne peut que nous renforcer, travailleurEs de France ou d'Allemagne. La seule façon de lutter efficacement contre le « dumping social », c'est d'exiger dans chaque multinationale des droits et des salaires équivalents, que l'on soit en Roumanie, en Tunisie, au Maroc ou ailleurs, en s'alignant sur les standards les plus favorables.

Avec l'Union européenne, les patrons de différents pays ont très bien su s'entendre en vue de développer leur marché, et ils coordonnent leurs attaques contre le monde du travail. On peut



Loin d'empêcher le développement du terrorisme, les guerres l'engendrent en poussant des jeunes (...) dans les bras des chefs de guerre ou de sectes religieuses.

voir la similitude entre les lois qu'ils nous imposent pour retarder l'âge de la retraite, augmenter le temps de travail, multiplier la précarité, etc.

Il est donc temps que les travailleurEs, le mouvement ouvrier, se coordonnent par-delà les frontières afin de se défendre ensemble contre cette classe d'exploiteurs.

Solidarité avec les peuples victimes de la répression et des guerres

Les guerres que mènent les grandes puissances n'ont pas pour but, comme on nous le prétend, de lutter contre le terrorisme et encore moins de soulager les peuples de la misère ou les débarasser des dictatures qui les oppriment. Ce sont des guerres menées pour piller les ressources naturelles de ces pays, en perpétuant le rapport colonialiste imposé par la France aux peuples d'Afrique et du Moyen-Orient, ou pour revendiquer un droit de regard sur le redécoupage de régions en plein bouleversement. Loin d'empêcher le développement du terrorisme, elles l'engendrent en poussant des jeunes, que la misère

créée par l'exploitation des richesses de leurs pays et les bombardements laissent sans espoir, dans les bras des chefs de guerre ou de sectes religieuses.

Le chaos libyen n'était pas une fatalité. Alors que le peuple libyen se soulevait en 2011 pour renverser la dictature de Kadhafi, l'intervention militaire de la France et ses alliés a favorisé tous les groupes confessionnels ou claniques qui s'y affrontent aujourd'hui, contribuant à déposséder le peuple libyen de sa rébellion.

En Syrie, les grandes puissances ont bloqué l'armement de la résistance syrienne non confessionnelle, laissé Assad massacrer son peuple pour enrayer la révolte qui y naissait dans la foulée des révolutions de Tunisie et d'Égypte. Aujourd'hui, elles sont prêtes à composer avec lui au nom de la lutte contre Daech. La destruction d'Alep, le massacre de sa population par les armées d'Assad et de la Russie se sont ainsi faits dans le silence de «démocraties» soucieuses de ménager l'appareil répressif syrien et les bonnes relations futures.

Le maréchal Al-Sissi, qui s'est arrogé les pleins pouvoirs en Égypte, supprime les libertés, réprime les grévistes, est certes largement financé par les USA, mais il est aussi devenu un ami de Hollande et Valls depuis qu'il achète les Rafale de Dassault, recevant un soutien technique et matériel pour exercer sa répression contre le peuple égyptien.

La monarchie d'Arabie saoudite qui bombarde le Yémen est, avec Israël, le principal relais des pays occidentaux dans la région. Cette amie des USA et de la France est aussi la dictature la plus réactionnaire du Moyen-Orient, berceau

et grand argentier de tous les courants de l'intégrisme islamique.

Le président turc, Erdogan, a profité de son alliance avec les puissances occidentales, soi-disant contre Daech, pour reprendre sa guerre contre la population kurde de Turquie et le PKK, pour réprimer tous les mouvements de gauche, les journalistes, les militants ouvriers, faire des purges massives parmi les enseignants, etc. La France lui a assuré un soutien régulier en réprimant les mouvements et militants kurdes, dont plusieurs ont été assassinés en France en toute impunité.

► **Nous exigeons l'arrêt des bombardements au Moyen-Orient** qui, comme les quinze dernières années l'ont démontré, ne génèrent que plus de misère et de chaos.

► **Nous sommes solidaires de tous ceux et toutes celles qui, depuis 2011, luttent dans les pays arabes pour en finir avec les dictatures et les répressions.** Comme nous sommes solidaires du peuple kurde et de ses mouvements qui luttent pour son autodétermination et combattent fermement Daech en Irak et en Syrie, alors que la France et ses alliés occidentaux laissent Erdogan les massacrer en Turquie.

► **Nous sommes bien sûr solidaires du peuple palestinien,** qui se bat pour survivre contre l'État raciste et colonial qu'est Israël.

► **Nous revendiquons la fin des exportations d'armes françaises,** ainsi que le retrait immédiat de toutes les troupes françaises intervenant à l'étranger.

► **Nous exigeons la fin de la Françafrique,** ce système colonial par

laquelle la France, par son soutien aux dictatures, par sa présence militaire, par le maintien du Franc CFA... contribue à entretenir l'oppression, la misère et l'exploitation en Afrique, au nom des « intérêts de la France » et des multinationales françaises.

Pour un monde sans frontières

À un bout de la planète, on gaspille, on ferme des usines, on supprime des emplois. À l'autre bout, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique latine... on manque de moyens d'irrigation, d'équipements industriels, de transports, d'hôpitaux... Malgré les immenses moyens techniques dont on dispose aujourd'hui, plus de la moitié de l'humanité vit en permanence dans le besoin, dont plus de deux milliards de personnes qui sont en état de sous-alimentation.

Hollande, comme avant lui Sarkozy, crie victoire pour l'industrie française chaque fois qu'il a réussi à vendre quelques navires de guerre ou quelques dizaines d'avions Rafale à prix d'or, y compris à un pays comme l'Égypte qui n'a même pas le moyen de les payer, sauf en étranglant un peu plus sa population par les impôts ou la hausse des prix.

Ce n'est pas avec de nouvelles frontières ou un « protectionnisme solidaire » que nous améliorerons notre sort. C'est en créant un monde sans frontières et débarrassé de la propriété privée des moyens de production, et où la production sera enfin organisée en fonction des besoins de toute l'humanité.

LA SOCIÉTÉ QUE NOUS VOULONS

LEUR DÉMOCRATIE ET LA NÔTRE

Une fausse démocratie où la course aux profits fait la loi

Le système politique dans lequel nous vivons n'a rien de démocratique. Les partis politiques sont interchangeables, les politiciens n'aspirent qu'aux postes de gestion des affaires de la grande bourgeoisie. Le président est élu tous les cinq ans et, une fois élu, est irresponsable et peut ne pas tenir ses promesses électorales. Les députéEs sortent des grandes écoles de l'administration, ou ils sont avocats, ou médecins, quand ils ne sont pas directement des hommes d'affaires comme cette dynastie des Dassault, marchands d'avions de guerre et députés ou sénateurs de père en fils sur trois générations. Les députés

sont des hommes à 74 % et « blancs » à 98 %, et sont eux aussi inamovibles pour cinq ans, touchent des revenus mirobolants. Ils ne nous représentent en rien.

Lorsque certains d'entre eux ont des scrupules à voter des mesures trop impopulaires, le Président et le Premier ministre ont même dans leur poche un article 49.3 pour clouer le bec à la chambre des députés. Belle caricature de « démocratie » dont nous avons eu l'exemple au printemps dernier avec la loi El Khomri.

La première exigence démocratique est de balayer ce système corrupteur... et corrompu :

► Nous défendons des exigences démocratiques élémentaires : **suppression de la présidence de la République** et de ses pouvoirs exorbitants, **suppression du Sénat** – assemblée de notables élus par les notables –, **proportionnelle**

intégrale, droit de vote à toutes les élections pour les résidentEs étrangerEs, interdiction du cumul des mandats et de plus de deux mandats consécutifs dans la même fonction, **indemnité correspondant au salaire moyen d'un ouvrier** ou d'un employé (actuellement 2 300 euros brut par mois... alors qu'un député reçoit au total plus de 13 000 euros brut par mois – sans même parler des dérives de ce système, comme le rappelle avec force « l'affaire Fillon »...
► Pour mettre en œuvre tout cela, une exigence démocratique élémentaire est de **mettre à bas la Constitution de la V^e République**, imposée sans le moindre débat après le coup d'État de De Gaulle en 1958.

Mais ces exigences démocratiques élémentaires imposent aussi de s'attaquer aux lieux réels de pouvoir : les banques, les grands groupes capitalistes, dont les dirigeants ne sont désignés que par leurs plus gros actionnaires, détiennent un pouvoir bien plus réel que les assemblées élues. De même, la démocratie s'arrête à la porte des entreprises : les salariés perdent tout droit réel et y sont soumis à l'autorité et à l'arbitraire patronal.

Les capitalistes s'arrogent le droit de licencier, de fermer des unités de production, de bloquer les salaires, de développer des productions polluantes, sans en rendre compte à quiconque : face à cela, nous devons remettre en cause le pouvoir patronal, à commencer par la propriété privée des moyens de production qui enlève à la population la maîtrise des richesses produites et des choix de production. La démocratie ce

Ces exigences démocratiques élémentaires imposent aussi de s'attaquer aux lieux réels de pouvoir : les banques, les grands groupes capitalistes

n'est pas choisir tous les cinq ans des « représentantEs », c'est au jour le jour être maître des décisions vitales pour sa vie quotidienne dans l'entreprise, la ville, le quartier... sans déléguer ce pouvoir à de prétendus expertEs ou spécialistes.

Pas de véritable démocratie politique sans démocratie sociale

Nous devons prendre nous-mêmes les droits démocratiques dont on nous prive, nous les travailleurEs, les chômeurEs, les retraitéEs ou les jeunes des quartiers populaires. Nous en avons les moyens, nous qui produisons toutes les richesses, nous sans qui rien ne peut fonctionner dans la société.

► Cela commence à l'usine et au bureau où **les salariéEs doivent avoir le droit de faire de la politique, de diffuser des tracts ou journaux politiques, de se réunir pour débattre**. Le patron, lui, fait bien de la politique tous les jours : lobbying auprès des ministres ou des élus locaux pour obtenir subventions ou marchés publics, exiger des dérogations au travail du dimanche ou l'adaptation des lois à ses besoins.

► Nous devons **briser le secret industriel et bancaire** derrière lesquels se cachent les patrons de nos entreprises pour masquer les mauvais coups qu'ils nous préparent. **Ouvrir les comptes des entreprises**, rendre publics leurs projets, en finir avec le secret bancaire, c'est à la portée du monde du travail, de celles et ceux, secrétaires, employéEs de banque..., entre les mains desquels passent tous leurs comptes.

► Nous devons **agir face aux expulsions de logement** : la trêve hivernale se terminera le 31 mars, après quoi il redeviendra légal d'expulser les plus pauvres, celles et ceux qui n'ont plus les moyens de payer leur loyer. Nous

refusons ces expulsions, comme nous refusons les coupures d'électricité pour défaut de paiement, comme lorsqu'on a vu à plusieurs reprises des employés d'EDF refuser d'exécuter de tels ordres.

► Dans les quartiers populaires, pour redonner un espoir, pour en finir avec la petite délinquance, la solution n'est pas la répression ou le meurtre de jeunes ! Ce sont, au contraire, le respect pour la jeunesse, nos luttes contre les injustices, le racisme, le chômage, qui redonnent une vie aux quartiers, qui recréent les solidarités, la conscience d'appartenir à une même classe sociale qui se bat contre les puissants.

POUR UN SOCIALISME DU 21^e SIÈCLE

Le capitalisme met l'humanité et la planète en danger. Il génère des crises qui se conjuguent : crises alimentaires, économiques, écologiques, énergétiques, financières, sanitaires, sociales, tensions internationales et guerres, dont les conséquences sont toujours dramatiques. La mondialisation, marquée par une offensive des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples pour augmenter les profits, aboutit à une crise profonde et structurelle du mode de production capitaliste lui-même.

Il n'y a pas d'autre solution que de s'attaquer à la racine même de ce

système entré en faillite. Il n'y a pas un « bon » capitalisme productif opposable au capitalisme financier qui l'aurait perverti. Le capitalisme « vert » n'est qu'un mirage.

Un autre monde est possible : libérées de la propriété capitaliste, la production et la répartition des richesses pourront bénéficier à la société tout entière. Se nourrir, se chauffer, se loger, se soigner, s'éduquer, se cultiver, se déplacer sont des besoins essentiels qui doivent être garantis pour toutes et tous.

Le socialisme, l'écosocialisme, c'est le pouvoir des travailleurs

et travailleuses dans tous les domaines et à tous les échelons de la vie politique, économique et sociale. C'est la démocratie des producteurEs associéEs décidant librement et souverainement quoi produire, comment et à quelles fins.

Dans le cadre d'une nouvelle organisation de la société, dont la finalité sera l'utilité sociale et non plus le profit, les producteurEs et les citoyenEs, autonomes et responsables, décideront de développer les activités économiques qui bénéficient à la collectivité, et écarteron celles qui mettent en danger les populations et leur environnement. Le socialisme que nous voulons ne propose nullement un développement illimité de la production, mais se fonde au contraire sur la satisfaction écologique des besoins sociaux.

Le socialisme du 21^e siècle favorise et encourage l'épanouissement individuel de toutes les personnes, c'est une association où le libre développement de chacunE est la condition du libre développement de toutes et tous.

Il n'y a pas à choisir entre les urgences, qu'elles soient sociale, écologique ou démocratique. La construction d'une cause commune aux exploitésEs et aux opprimésEs se forge dans les résistances quotidiennes, dans les embryons d'alternatives concrètes : contre les licenciements, contre l'austérité, pour la défense du code du travail et de la Sécurité sociale, contre les grands projets inutiles et néfastes, contre la pérennisation

À tous les niveaux nous devons nous approprier l'espace public, créer nos outils de décision et de contrôle populaire.

de l'état d'urgence, en défense des migrants, contre le racisme et les discriminations, par des expériences associatives ou coopératives, etc. Ces luttes quotidiennes sont d'autant plus nécessaires qu'il ne s'agit pas seulement de résister, mais qu'elles peuvent à tout moment concentrer l'opposition au gouvernement, le rejet de la logique du profit et déboucher sur un changement de société.

Nous utilisons, défendons et faisons vivre les droits démocratiques pour mener le combat politique. Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Il n'y a pas de demi-mesure possible si nous voulons réellement changer nos conditions de vie. Nous devons confisquer à ces quelques dizaines de milliers de profiteurs le contrôle de la société et de nos vies. À tous les niveaux nous devons nous approprier l'espace public, créer nos outils de décision et de contrôle populaire.

C'est à nous de décider des choix qui nous concernent, cela passe par des réseaux de soutien mutuel de solidarité capables de renforcer les résistances et de générer des institutions autonomes en situation de contrecarrer les assauts de l'ordre néolibéral.

REPRENDRE LA RUE, S'ORGANISER

C'EST DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE

Pour imposer un coup d'arrêt à l'offensive antisociale que nous subissons depuis trop longtemps et pour changer de société, la solution n'est pas le bulletin de vote. Ce n'est pas grâce aux élections que le cours de l'histoire a changé et que les travailleurEs, les femmes, les jeunes ont conquis des droits. Ce sont les révolutions, les grèves générales, les grands mouvements sociaux qui font avancer les choses. La réduction du temps de travail, la Sécu, les congés payés, le droit à l'avortement... ont été arrachés à la suite de grandes mobilisations comme en 1936, à la Libération ou en mai 1968.

C'est d'un mai 1968 qui aille jusqu'au bout dont nous avons besoin aujourd'hui, d'une grève générale, d'une mobilisation du monde du travail, avec la

jeunesse et touTEs les oppriméEs. Au plus fort du mouvement contre la loi travail, quand les raffineries, la SNCF et d'autres étaient en grève, cette possibilité d'un blocage de l'économie, d'un tous ensemble, flottait dans l'air, et les élites politiques et économiques ont commencé à paniquer, quitte à avoir recours à une répression brutale, physique et idéologique, contre la mobilisation. Dans les moments où les travailleurEs occupent le devant de la scène, l'ambiance change et le rapport de forces peut basculer.

À l'échelle de l'Europe, plusieurs pays ont connu des grèves importantes contre des attaques similaires, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Belgique... Nous subissons dans le monde entier la crise et les plans d'austérité. Nous serions tellement plus efficaces en nous mobilisant au même moment, y

compris à l'échelle européenne, au lieu de faire des grèves de 24 heures les uns après les autres. L'internationalisation de la production et des échanges doit nous pousser dans ce sens de l'internationalisation des luttes.

Pour y parvenir nous ne pouvons compter que sur nos propres forces

Aucun politicien ne nous sauvera. L'exemple de la Grèce l'a montré : il y a deux ans, Tsipras a dit aux Grecs : « votez, je m'occupe du reste ! » Ce discours délégataire et démobilisateur a débouché sur une catastrophe : alors que les seulEs qui ont la force d'imposer l'annulation de la dette, de prendre l'argent là où il est, ce sont les travailleuses et les travailleurs, Tsipras a fait miroiter une illusoire négociation avec l'UE... qui ne pouvait déboucher que sur un nouveau plan d'austérité. Aujourd'hui Tsipras, qui était cité comme modèle par Mélenchon et bien d'autres, mène une politique qui n'a rien à envier à celle de Hollande.

Compter sur nos propres forces, cela veut également dire ne pas nous en remettre au « dialogue social », qui consiste en réalité à négocier des reculs pour les salariés. Considérer Medef et syndicats comme des « partenaires sociaux » qui travailleraient ensemble, avec un objectif commun, c'est s'adapter d'avance à l'offensive menée par le patronat et ses serviteurs. En effet, les salariéEs et leurs patrons ont des objectifs contradictoires :

Compter sur nos propres forces (...) faire en sorte que le pouvoir de décision appartienne toujours à celles et ceux qui se mobilisent

vivre mieux contre travailler plus, être payéEs plus cher ou augmenter les profits, cela s'oppose toujours, ce n'est pas un problème de bonne ou mauvaise volonté.

L'urgence, pour nos droits et contre les politiques menées par les gouvernements successifs, c'est de construire les luttes et de les faire converger. Compter sur nos propres forces, cela signifie faire en sorte que le pouvoir de décision appartienne toujours à celles et ceux qui se mobilisent, qui luttent, qui font grève, car ils sont les mieux à même de savoir si la lutte doit continuer, sur quels objectifs, à quels rythmes. Les assemblées générales, les comités de grève ou de lutte élus par les grévistes, l'ensemble des cadres où ceux d'en bas se regroupent et s'organisent comme les zones à défendre (ZAD), sont de notre point de vue les outils privilégiés de la prise en main par les exploitéEs et les oppriméEs de leur propre destin.

Toutes les concessions que nous arrachons aux capitalistes ne sont que temporaires tant que le système dans son ensemble n'est pas remis en cause. Ce que nous leurs arrachons de leur main gauche, si nous baissons la garde, ils le reprennent de la main droite. C'est pour cela qu'au-delà des luttes partielles, il est nécessaire que les travailleurEs se

dotent de leur propre gouvernement. Celui-ci transformerait ce qui se produit dans les mobilisations pour construire un pouvoir contrôlé par les exploités, par les formes démocratiques qui jaillissent dans les luttes, pour défendre un programme dans leur intérêt. La classe dirigeante ne nous laissera pas

passivement faire. Elle essaie déjà de nous empêcher de manifester, nous arrose de lacrymos et nous attaque à coups de matraques quand nous nous battons contre un projet comme la loi travail ! Mais si le nombre et l'organisation sont de notre côté, nous pouvons déplacer des montagnes !

REPRÉSENTONS-NOUS NOUS-MÊMES !

La campagne électorale est organisée de manière à nous faire croire que nous devons choisir entre différents représentants de la classe dirigeante : le candidat du PS d'un côté, la droite ultra-réactionnaire de Fillon de l'autre, ou bien le banquier Macron... Au-delà des différences de style, ils sont d'accord sur l'essentiel, poursuivre l'offensive décidée par le patronat.

L'extrême droite veut se faire passer pour une force « antisystème ». Mais toute la politique du FN consiste à systématiquement opposer une partie des classes populaires aux autres pour, au final, mieux laisser les mains libres au patronat. Ces dernières années, ce sont les immigrés et les musulmans qui ont joué le plus souvent le rôle de bouc émissaire, mais l'extrême droite n'hésite jamais à souffler sur les braises de la haine des droits des femmes, des LGBTI. Leur programme économique est une suite de cadeaux au patronat. Et dans les mairies où ils sont aux

commandes, ils s'attaquent aux droits des chômeurs et plus généralement des plus démunis, tout en augmentant leurs propres indemnités ! La mise en cause de l'entourage de Marine Le Pen dans les « Panama papers » n'a rien d'étonnant : les dirigeants du FN sont eux-mêmes des très riches qui, dès qu'il s'agit d'argent, savent s'affranchir du « made in France » pour jongler avec les millions dans des paradis fiscaux.

En somme, la bourgeoisie a l'embaras du choix quand il s'agit d'avoir des serviteurs politiques, prêts à défendre ses intérêts. On ne peut pas en dire autant des travailleurs et de la jeunesse. Nous sommes orphelins d'un outil politique qui soit aussi fidèle à leurs intérêts que le PS et Les Républicains le sont à ceux du Medef.

Autrefois, le Parti communiste français et le Parti socialiste prétendaient représenter les travailleurs, les classes populaires. Mais, aujourd'hui, après des années de gestion des affaires de la bourgeoisie, au sommet

de l'État comme dans les régions, les départements et les mairies, ils sont au bout du rouleau. Le fait que des individus comme Macron et Mélenchon semblent devancer des partis de plusieurs dizaines de milliers de militants, tandis que Hamon tente de changer le visage du PS, cela révèle la faillite de ces organisations.

Nous avons besoin d'une nouvelle représentation des opprimésEs et des exploitésEs. Un parti qui représente les intérêts de toutes les travailleuses et les travailleurs : du privé comme du public, en formation, précaires avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, jeunes ou retraitésEs. Un parti capable de se battre pied à pied sur tous les terrains contre les représentants de la classe adverse, qui soit un outil dans nos luttes de tous les jours, pour les organiser, les coordonner mais aussi pour leur donner une résonance, une expression à l'échelle nationale et même internationale. Un parti indépendant de l'État et de ses institutions,

Voter pour Philippe Poutou, c'est la meilleure manière de faire entendre ces idées le plus fort possible, de faire entendre la voix de la lutte collective et de l'aspiration à une autre société.

un parti pour en finir avec le système capitaliste qui porte le projet d'une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions.

Le NPA est un outil pour construire cette nouvelle force politique. Nous ne prétendons pas l'incarner à nous seulEs, mais renforcer le NPA est aujourd'hui un moyen essentiel pour donner des chances à un tel projet d'émerger.

Voter pour Philippe Poutou, c'est la meilleure manière de faire entendre ces idées le plus fort possible, de faire entendre la voix de la lutte collective et de l'aspiration à une autre société.



POUR PRENDRE CONTACT



ENVOYEZ VOS COORDONNÉES par courrier à :

NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil **ou par mail à :** ecrire@npa2009.org

Nom / Prénom :

Ville :

Mail :

Tél. :

Je souhaite **soutenir** ou **être tenuE informéE** sur la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle de 2017.



Contre les contrôles au faciès et les violences policières, pour nos libertés



**NON À CET ÉTAT
D'URGENCE**

PHILIPPE POUTOU

OUVRIER ~ CANDIDAT ANTICAPITALISTE

WWW.POUTOU2017.ORG





Pour défendre l'emploi,
développer les services publics



INTERDISONS les
LICENCIEMENTS
stoppons les suppressions de postes

PHILIPPE POUTOU

OUVRIER ~ CANDIDAT ANTICAPITALISTE

WWW.POUTOU2017.ORG



Énergie, santé, transports
ne doivent plus être
des marchandises...

RÉQUISITION 
DES GRANDES 
ENTR€PRISES
C  APITALISTE \$



PHILIPPE POUTOU

OUVRIER ~ CANDIDAT ANTICAPITALISTE

WWW.POUTOU2017.ORG





Partager le
travail entre
toutes
et tous



**32 HEURES
SANS PERTE
DE SALAIRE**

PHILIPPE POUTOU

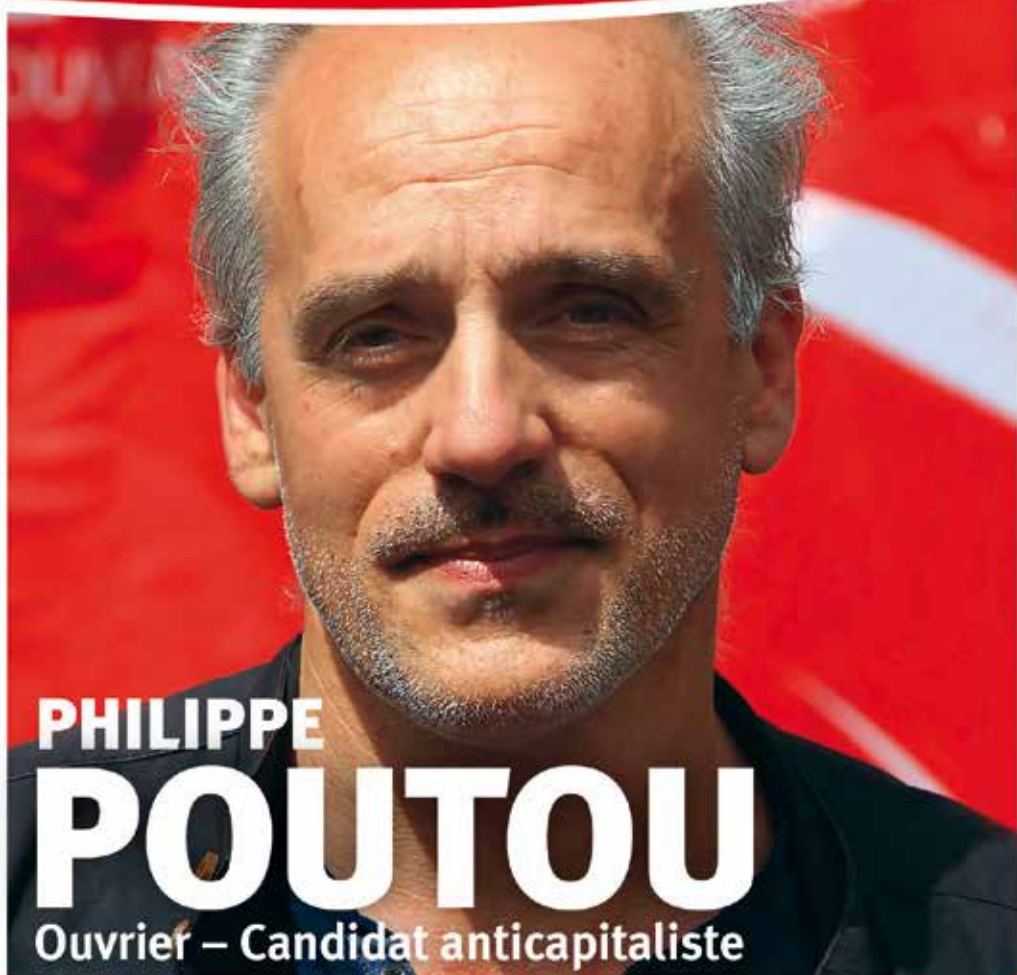
OUVRIER ~ CANDIDAT ANTICAPITALISTE

WWW.POUTOU2017.ORG





**NOS VIES,
PAS LEURS
PROFITS!**



**PHILIPPE
POUTOU**

Ouvrier – Candidat anticapitaliste

WWW.POUTOU2017.ORG